

ART. 2 - Le diplôme est admis en équivalence au brevet de capitaine de l'école militaire inter-arme (EMIA) d'Atar.

ART. 3 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel.

Décision n° 675 du 29 septembre 1998 portant attribution et homologation de diplôme à un officier de la Garde Nationale.

ARTICLE PREMIER - Le diplôme de fin d'études de perfectionnement prévu par les dispositions du décret n° 85.124 du 12 juin 1985 des officiers subalternes est attribué à compter du 06 février 1998 au lieutenant Abderrahmane ould Sid'Ahmed, Mle 6177.

ART. 2 - Le diplôme est admis en équivalence au brevet de capitaine de l'Ecole Militaire inter-Armes d'Atar (EMIA).

ART. 3 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel.

Décision n° 676 du 29 septembre 1998 portant attribution et homologation de diplôme à deux (2) officiers de la Garde Nationale.

ARTICLE PREMIER - Les diplômes de fin d'étude de perfectionnement prévu par les dispositions du décret n° 85.124 du 12 juin 1985 sont attribués à compter des dates énumérées aux officiers dont les noms et mles figurent au tableau ci-après :

| Noms & prénoms | GRADE | MLE | DATE D'EFFET |
|------------------------------------|-------|------|--------------|
| Camara Mamadou | LT | 4746 | 25/6/98 |
| Sidi Mohamed o/ Isselmou o/ Khairy | LT | 6139 | 3/7/98 |

ART. 2 - Les diplômes sont admis en équivalence au brevet de capitaine de l'Ecole Militaire inter-Armes d'Atar (EMIA).

ART. 3 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel.

**Ministère des Pêches et de l'Economie
Maritime**

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 683 du 26 septembre 1998 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 504 du 07 octobre 1997 portant organisation des

divisions à la Délégation à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer.

ARTICLE PREMIER - Les divisions rattachées au délégué sont :

- la division Centre de communications maritimes

- la division secrétariat.

ART. 2 - La division du centre de communications maritimes est chargée de la gestion et du fonctionnement des stations de communication affectées à la délégation.

ART. 3 - La division du secrétariat est chargée de la réception, ventilation du suivi du courrier de la délégation, de la tenue des archives, de l'accueil et des formalités de voyages.

ART. 4 - Les divisions rattachées au service technique sont :

- la division maintenance bateaux hauturiers

- la division maintenance embarcation/station radars

- la division logistique.

ART. 5 - La division maintenance bateaux hauturiers est chargée de :

- tenir à jour les notices, plans et liste des pièces rechange actualisée des bateaux hauturiers

- proposer, suivant les notices techniques, des plans de visite, d'entretien, de maintenance, de carénage, de classification et d'assurance des dits bateaux

- effectuer les visites de sécurité réglementaires

- assurer l'état de disponibilité du matériel des bateaux

- veiller au respect du planning de maintenance et des travaux d'entretiens périodiques

- s'assurer de l'établissement des fiches techniques d'avaries, des rapports et comptes rendus et de la bonne tenue du cahier historique d'avaries de chaque bateau

- fournir à temps les rapports d'avaries pour les assurances

ART. 6 - La division maintenance embarcations/stations radars est chargée de :

- tenir à jour un jeu de notices, plans et liste des pièces de rechange

- préparer, suivant les notices, des plans de visite, l'entretien, la maintenance de stations et embarcations

- assurer l'état matériel de disponibilité des stations et embarcations

- s'assurer de l'établissement des fiches techniques d'avaries, des rapports et comptes rendus et de la bonne tenue du cahier historique d'avaries de chaque embarcation.

ART. 7 - La division logistique est chargée de :

- tenir le secrétariat technique
- veiller sur la gestion des stocks de pièces de rechange et du matériel
- avoir la liste des pièces de rechange disponibles pour toutes les unités de surveillance
- avoir les notices et jeu complet de plans actualisés des outils de surveillance
- tenir une liste des travaux prévisionnels établis pour les divers appareils
- connaître tous les moyens de distribution locaux

tenir à jour un système de classement et d'archives

- établir une liste de fournisseurs (locaux et étrangers) des pièces de rechange pour les diverses unités de surveillance

assurer le ravitaillement en carburants, lubrifiants et pièces de rechange dans les délais requis des navires hauturiers et des embarcations

établir à temps l'état des besoins de toute la délégation et en informer le service financier qui établira les bons de commande.

ART. 8 - Les divisions rattachées au service du contrôle et statistiques sont :

- la division informatique
- la division des affaires maritimes
- la division développement

ART. 9 - La division informatique est chargée de :

- collecter et introduire dans la banque de données toutes les informations relatives aux statistiques des pêches et de surveillance
- mettre à jour la banque de données
- distribuer les journaux de pêche
- contrôler les informations saisies et entretenir les fichiers
- préparer le bulletin statistique trimestriel/capture de poissons
- assurer un bon classement des documents statistiques.

ART. 10 - La division des affaires maritimes est chargée de :

- assurer le suivi et le classement des dossiers d'arraisonnement

- faire le recouvrement des amendes

- collecter, analyser et préparer les informations relatives aux activités de pêche et de surveillance

- élaborer des programmes pour les séminaires de sensibilisation des armateurs et pêcheurs

- organiser et participer à l'exécution des séminaires de sensibilisation

- collecter, ventiler et classer la réglementation maritime et des pêches

- suivre en permanence le mouvement des navires opérant dans la ZEE Mauritanienne

- tenir à jour un système de classement des documents de la division

- participer à la formation des contrôleurs en matière de réglementation

- superviser les activités des contrôleurs à terre et des observateurs scientifiques.

ART. 11 - La division développement est chargée de :

- administration du réseau
- conception et élaboration des programmes et logiciels en cas de besoin
- maintenance et évolution des programmes et logiciels déjà existants
- entretien du hardware
- former le personnel de la délégation en informatique
- suivre l'entretien des logiciels et du matériel informatique.

ART. 12 - Les divisions rattachées au service des opérations sont :

- la division SURMAR
- la division surveillance côtière
- la division du personnel
- la division sécurité maritime et lutte antipollution

ART. 13 - La division SURMAR est chargée de :

- élaborer les projets de programme de surveillance
- créer et suivre l'exécution des programmes SURMAR
- préparer les documents sur les résultats de surveillance, à transmettre au service contrôle et statistique
- évaluer périodiquement les activités du service des opérations

ART. 14 - La division du contrôle et de la surveillance côtière est chargée de :

- effectuer régulièrement les contrôles des navires dans les ports et rades

- suivre les mouvements des navires dans les rades et les zones côtières
- suivre et organiser les actions des différents postes côtiers

- visiter régulièrement les différents campements de pêche artisanale et leurs points de débarquement

- dresser les procès-verbaux des infractions
- assurer le ravitaillement en eau douce et en carburant des embarcations et postes de contrôle

- exécuter des missions hors de Nouadhibou pour le compte du service contrôle et statistique en concertation avec celui-ci.

ART. 15 - La division du personnel de surveillance est chargée de :

- gérer le personnel de surveillance
- créer et suivre un système de formation du personnel.

ART. 16 - La division de sécurité maritime et de lutte antipollution est chargée de :

- s'informer constamment sur la situation de sécurité en mer

- identifier les problèmes qui se posent dans le domaine de la sécurité en mer

- déterminer en collaboration avec les autres institutions, les différents problèmes de pollution maritime

- participer avec les autres administrations à la lutte antipollution et programmer les moyens en vue de lutter contre toute forme de pollution maritime.

ART. 17 - Les dispositions de cet arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions de l'arrêté n° 504 du 07 octobre 1997.

ART. 18 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime et le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté R - 685 du 27 septembre 1998 portant ouverture de la pêche pélagique industrielle.

ARTICLE PREMIER - La pêche pélagique industrielle est ouverte à partir du 1^{er} octobre 1998.

ART. 2 - Sans préjudice des accords internationaux applicables, la pêche pélagique industrielle est autorisée, pendant le mois d'octobre 1998 :

- a) pour la zone allant du cap blanc à la latitude 19° 21' N au delà de six (6) milles marins mesurés à partir de la zone délimitée par les points suivants :

| | |
|-------------|-------------|
| 20° 46,3' N | 17° 03' W |
| 20° 10,7' N | 17° 24,2' W |
| 19° 50' N | 17° 12,8' W |
| 19° 43' N | 16° 58' W |
| 19° 21' N | 16° 45' W |

- b) pour la zone au sud du 19° 21' N jusqu'au 16° 04' N à partir de 18 milles marins à partir de la laisse de basse mer.

ART. 3 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires notamment l'article 1^{er} de l'arrêté n° R - 561 du 31 août 1998 et l'article 2 de l'arrêté R - 665 du 09 septembre 1998.

ART. 4 - Le Secrétaire Général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le directeur des Etudes et de l'Aménagement, le directeur des Pêches et le directeur régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Arrêté n° R - 686 du 29 septembre 1998 portant attributions d'un chargé de Mission.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Mohamed Fadel ould Cheikh Saad Bouh chargé de mission a pour attributions :

- le suivi des dossiers des infrastructures actuelles et des projets de coopération pour la réalisation des ouvrages, installations et équipements relevant du département, notamment :

- * - Extension du Port Autonome de Nouadhibou

- * - Marché au poisson de Nouadhibou

- * - Marché au poisson de Nouakchott

- * - Port pour la pêche artisanale

- * - Port de pêche pélagique

- * - Equipement et infrastructures des villages de pêcheurs.

- Crédit Maritime

- la Formation dans le domaine de la pêche artisanale

- le suivi de la participation de l'état dans toutes les sociétés sous tutelle du département (